

ABANDON du projet d'expérimentation-privatisation de Macron-Blanquer !

Lors de son discours du 3 septembre à Marseille, le Président de la République a salué les résultats des « micro-lycées » et déclaré qu'il souhaite dix nouvelles structures de ce type dans les collèges et lycées de Marseille.

Ces structures intégrées dans les établissements existants permettent, en dehors de tout cadre national, à des enseignants volontaires d'enseigner à des petits groupes d'élèves sur la base d'organisations locales. Cet enseignement se fait en plus de leur service normal.

Ainsi, des moyens financiers sont débloqués mais à condition que les enseignants acceptent de faire toujours plus d'heures, en contradiction avec leur statut !

Les « micros-structures », c'est le chantage et la tentative de division des personnels !

Dans le même temps, l'action du ministre Blanquer : sur les collèges du département 728 élèves de plus et moins 8 postes d'enseignants ; 16,5 postes d'AED en moins sur la dotation départementale, collèges et lycées confondus ; plus de la moitié des collèges en éducation prioritaire perdent des heures...

Pour le SNFOLC 13, ce ne sont pas de « micro-structures expérimentale » dont ont besoin les enseignants et les élèves, mais d'enseignants et de personnels statutaires en plus !

Le 6 septembre, les organisations syndicales départementales CGT-FO-FSU-Solidaires-UNEF-UNL des Bouches du Rhône déclarent dans le cadre de la préparation de la grève interprofessionnelle du 5 octobre : « [nous] exigeons l'ABANDON immédiat de son projet d'expérimentation de la gestion des écoles et de l'enseignement pour 50 écoles marseillaises. Nous refusons que des contreparties soient imposées aux personnels pour la rénovation des écoles de Marseille. Le statut des enseignants doit être respecté. »

Dans le 1er degré, au moins **40 écoles de Marseille déclarent** le 22 septembre : « Nous, Equipes pédagogiques des écoles refusons d'entrer dans l'expérimentation proposée par Emmanuel Macron le 2 septembre dernier à raison que nous considérons qu'elle organise de fait la casse de l'Ecole publique républicaine. Et nous appelons l'ensemble des écoles à boycotter massivement cette proposition. »

Le SNFOLC 13 soutient totalement cette prise de position et s'adresse à eux pour organiser une rencontre.

Ce sont des points d'appui pour, dans le second degré, exiger l'abandon de ces expérimentations !

Le 15 octobre, Monsieur Macron revient à Marseille pour « faire le point » sur l'avancement de son projet.

Le SNFOLC 13 :

- appelle à réussir la journée de grève interprofessionnelle du 5 octobre ;
- propose à tous de se rassembler le 15 octobre à Marseille là où sera Macron !

**ABANDON de l'expérimentation !
RESPECT du STATUT des enseignants !
RECRUTEMENT immédiat d'enseignants et de personnels statutaires !**

**LES "GROS MOTS" DE MARSEILLE
EN BON FRANÇAIS**

